

Déclaration liminaire CTPD du 15 mai 2011

Les conditions de vie au travail se détériorent de plus en plus, dans les services les agents parent au plus pressé, avec de lourdes conséquences sur l'exercice des missions. La Direction Générale met en place des Organigrammes Fonctionnels mais continue à ne pas vouloir quantifier le réel besoin en emplois dans ses services. Déjà les missions ne sont plus remplies à leur juste niveau, des contrôles sont abandonnés, on augmente les seuils, on rentabilise sur les enjeux financiers ...

Et les agents dans tout cela ?? Ils subissent, ils souffrent car malgré tout ils tiennent à effectuer correctement leur travail dans un contexte où se télescopent sans recul ni analyse, les réformes, les restructurations de service, les nouvelles procédures, les réorganisations de processus de travail...

Il n'est plus possible de continuer ainsi. Alors rejaillissent les remèdes miracles, les mesures de simplification, la revisite des processus, l'allègement des tâches. Une fois de plus la Direction met en avant d'éventuels gains de productivité, toujours affirmés jamais démontrés mais qui lui permettent de justifier les suppressions annoncées. La réponse tient donc en peu de mots : faire plus avec moins ! Une nouvelle fois, cette démarche est vouée à l'échec tant les conditions d'exercice des missions s'exercent à flux tendu. Mais la DG insiste ! Et pour cela, elle demande aux personnels dans les fameux GEM de faire eux-mêmes des propositions pour améliorer la rentabilité de leur travail. Les agents doivent donc devenir des acteurs de l'augmentation de leur propre efficacité, synonyme aujourd'hui pour eux, de détérioration de leurs conditions de travail et d'abandon de missions.

Pour la CGT, le problème n'est bien évidemment pas de consulter les personnels sur des pistes d'amélioration de leur travail au quotidien, afin de permettre une plus grande qualité du service rendu.. Mais la méthode est doublement pernicieuse. Premièrement elle n'a pour objectif que d'améliorer les performances pour réduire les coûts budgétaires et la masse salariale, et rendre les agents plus maniables et flexibles pour s'adapter à tout changement. Et deuxièmement, elle instrumentalise les agents pour qu'ils soient eux-mêmes à l'origine du tri entre les missions qui seront effectuées et celles qui pourraient être laissées à l'abandon. Mais ni la CGT, ni les agents ne sont dupes d'une telle manœuvre.

Vous comprendrez donc que pour nous, la démarche de réingénierie n'est pas acceptable pas plus que la mise en place des organigrammes fonctionnels ! Certes, nous sommes demandeurs pour faire un état des lieux missions-moyens afin de quantifier les réels besoins en personnel. Nous sommes également favorables à des évolutions qui seraient guidées par le souci d'améliorer le service rendu à l'utilisateur, au contribuable et à la collectivité mais là ce n'est pas le cas ! Cette recherche effrénée de gains de productivité, loin de compenser le niveau de suppression d'emplois devient un argument pour les anticiper à un moment où rien n'est avéré. La CGT reste donc opposée à la logique de « financement » par anticipation des suppressions d'emplois. Elle n'accepte pas une "optimisation" des missions dictée par la seule volonté de réduire les coûts au nom d'une doctrine rigide inspirée par la logique libérale de recherche de productivité et de destruction de l'emploi public.

Pour nous, la seule réponse c'est d'arrêter cette hécatombe, de sortir de cette logique libérale et dogmatique de suppressions d'emplois et d'ouvrir d'urgence un débat sur l'adéquation des missions et des moyens.

N'en déplaise à beaucoup, mais pour exercer des missions , il faut des emplois !

Cela se chiffre, cela se crée et cela s'implante.

C'est bien cette réponse qu'attendent aujourd'hui les agents !

Concernant les autres sujets à l'ordre du jour de ce CTPD, nous interviendrons au fur et à mesure de leurs évocations.